

De la nécessité impérieuse de la justice fiscale

Le Soir - Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef - 12 novembre 2014

« *La pression fiscale est inégalement répartie entre les revenus du travail et les autres revenus* » ou encore « *Les plus grosses épaules doivent être celles qui supportent les charges les plus lourdes* ». Ces deux phrases ne sont pas tirées d'un calicot des manifestants de jeudi dernier ou de la master classe donnée à l'invitation du *Soir* par Thomas Piketty, l'économiste gourou du *Capital au XXI^e siècle*. Non, elles sont extraites de l'accord du gouvernement Michel et ne font que rejoindre un constat flagrant, dressé par tous les bords politiques : l'inégalité de la pression fiscale est une évidence, la fiscalité pesant trop lourdement sur le travail par rapport aux « autres revenus », soit les revenus du capital.

Une taxation sur le capital et les plus hauts revenus – sous une forme à définir – était l'absente la plus flagrante des mesures annoncées par le nouveau gouvernement. Et cela alors que le MR et le CD&V au nord du pays s'étaient fait les ardents défenseurs durant la campagne d'une réforme fiscale tranchée. Les deux partis qui se sont heurtés au *niet* de leurs partenaires, reviennent aujourd'hui à la charge : le CD&V surtout, dès ce week-end, et le MR ce lundi par la voix du ministre Jamar, dont on verra s'il est soutenu par son Premier ministre.

Ils ont raison de revenir à la charge. Il y a même urgence à réaliser ce *shift* fiscal. Il n'est pas ici question de punir le capital, indispensable pour irriguer l'économie. Mais il est crucial que les réformes radicales décidées soient rendues plus acceptables et donc applicables par ceux qui les « subissent », qui doivent avoir le sentiment *primo*, que ces efforts vont conduire à des emplois (le plan de la Commission européenne pourrait aider) et *secundo*, qu'ils ne sont pas les seuls à « payer ».

Or nombre d'indicateurs, en Belgique mais aussi en Europe, démontrent l'inverse : 1) Piketty prouve que les inégalités s'accroissent et de telle façon qu'elles pourraient conduire à des tensions sociales ingérables ; 2) les Luxembourg Leaks ont mis des noms à travers le monde, sur nombre de grandes familles et d'entreprises dont les revenus, importants, échappent à l'impôt en toute légalité ; 3) la vente par Marc Coucke de sa société Omega Pharma, sans acquitter de taxe sur la plus-value réalisée, pose question à tout le spectre politique depuis vendredi.

« *Je vais mieux utiliser cet argent que l'Etat* », déclare le patron flamand. Son coup de sang est-il une raison pour laisser l'Etat hors jeu de la répartition des revenus et de l'affectation de l'impôt, dont il est le seul à pouvoir garantir qu'elles se font en fonction de la justice sociale et non à la tête du client ? S'y résoudre menacerait gravement l'équilibre intrinsèque de la société. Le gouverneur de la Banque nationale déclarait que les syndicalistes, par la manifestation, faisaient un doigt d'honneur à leurs petits-enfants. Le gouvernement, s'il ne répartit pas la charge fiscale plus également, ne ferait pas autre chose.